



Syndicat national CGT des Chancelleries et Services Judiciaires

SERVICES PUBLICS :

DANS UNE SEMAINE IL N'Y EN AURA PEUT-ETRE PLUS !

Les services publics, c'est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas. Pour le Rassemblement national, peu importe, leur volonté c'est de les **détruire** méthodiquement et de tout privatiser dans une logique économique ultra libérale.

Le RN est l'ennemi de la fonction publique, de ses agent.e.s et de ses usagers, c'est-à-dire l'ensemble de la population.

Concernant le volet justice, le RN ne se distingue pas par son originalité, reprenant même certains des pires chantiers déjà mis en place par le gouvernement droitard de Macron...

Voici un panel des propositions du RN combinant réduction des libertés individuelles et système judiciaire autoritaire :

- Réorientation massive des moyens vers la justice pénale aux dépens des justices civile et prud'homale;
- Possibilité de comparution immédiate pour les mineurs au détriment de la primauté de l'éducatif prévu par le CJPM et criminalisation de la jeunesse et de l'enfance ;
- Contrôle de la magistrature et pressions accrues dans les juridictions pour mettre en œuvre des politiques pénales répressives et ultra-sécuritaires;
- Casse des métiers et des missions des travailleurs/euses sociaux de la justice, éducateur/trices, professeur/es techniques, agent.es d'insertion par l'abandon de la réinsertion au profit d'un contrôle uniquement probatoire;
- Retour des "*peines planchers*", suppression des aménagements de peine, fin du principe de l'individualisation de la peine, des alternatives à l'incarcération;
- Construction exponentielle de nouvelles places de prison pour favoriser la politique du tout carcéral entraînant l'explosion de la surpopulation et une dégradation supplémentaire des conditions de détention des personnes détenues et des conditions de travail de nos collègues de l'administration pénitentiaire...

L'extrême droite n'a pas changé et ne changera jamais !

Elle n'est pas républicaine mais nationaliste. Elle défend toujours son projet raciste qu'elle cache derrière l'euphémisme « *préférence nationale* ».

Si elle arrive au pouvoir, son seul objectif sera de le conserver et de le renforcer en s'attaquant aux fondements de notre démocratie et en remettant en cause l'indépendance de la justice, de la presse et des organisations syndicales !

C'est le moment de voter pour ne pas laisser le RN arriver au pouvoir.

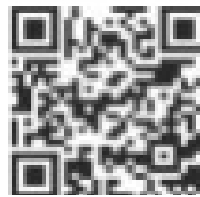
Leur projet, c'est de nous diviser pour que l'on se contente des miettes.

Être à la CGT, c'est reprendre aux actionnaires notre part du gâteau.

Avant, pendant, après les élections, la CGT défend les droits des salarié·es, à commencer par les salaires et les conditions de travail.

Rejoindre

la CGT



C'est le moment de se syndiquer et de s'organiser à son travail pour se protéger ensemble des attaques à venir contre le monde du travail. La démocratie ne doit pas s'arrêter aux portes des entreprises et des administrations.

En effet, le RN n'a pas abandonné son fantasme d'une société sans lutte des classes, sans syndicat de salariés, sans droit de grève. Une société où l'exploitation capitaliste se ferait sans aucune entrave, sans aucun contrôle, sans aucune limite.

Soyons toutes et tous certains que si le RN parvient un jour au pouvoir en France ou en Europe, la CGT et ses militant.e.s seront une de ses premières cibles.

C'est pourquoi, pour défendre les services publics de la justice, les agent.e.s publics de la justice et la population, la CGT des Chancelleries et services judiciaires appelle à s'investir massivement dans les journées de mobilisation à venir, y compris par la grève et dans les manifestations.

La CGT appelle à voter pour les candidates et candidats du Front populaire, le 7 juillet, à l'occasion des élections législatives et à faire barrage au RN dans toutes les circonscriptions où ils se sont qualifiés au second tour.

À Montreuil, le 4 juillet 2024

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 7 JUILLET

CE QUI EST EN JEU :

	Front démocratique	Extrême droite
Droit de grève et libertés syndicales	✓	✗
Négociations salariales	✓	✗
Droits des femmes	✓	✗
Liberté de la presse	✓	✗
Indépendance de la justice	✓	✗
Sauvegarde de l'audiovisuel public	✓	✗